



International Baccalaureate®  
Baccalauréat International  
Bachillerato Internacional

**Politique mondiale**

**Niveau supérieur et niveau moyen**

**Spécimens des épreuves 1 et 2**

**Premiers examens en 2017**

## **TABLE DES MATIÈRES**

**Politique mondiale niveau supérieur et niveau moyen épreuve 1 spécimen d'épreuve**

**Politique mondiale niveau supérieur et niveau moyen épreuve 1 spécimen d'épreuve barème de notation**

**Politique mondiale niveau supérieur épreuve 2 spécimen d'épreuve**

**Politique mondiale niveau moyen épreuve 2 spécimen d'épreuve**

**Politique mondiale niveau supérieur et niveau moyen épreuve 2 spécimen d'épreuve barème de notation**

**Politique mondiale**  
**Niveau supérieur et niveau moyen**  
**Épreuve 1**

Spécimen d'épreuve

1 heure 15 minutes

---

**Instructions aux candidats**

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à toutes les questions.
- Le nombre maximum de points pour cette épreuve d'examen est **[25 points]**.

**Unité d'enseignement fondatrice : pouvoir, souveraineté et relations internationales****Organisations non gouvernementales (ONG)**

Lisez attentivement tous les documents sources et répondez à toutes les questions qui suivent.

**Source A**                   Adapté de « Singapore rapped over protest ban », BBC News, 2006.

Le président de la Banque mondiale a critiqué Singapour pour avoir interdit la présence de militants accrédités à son assemblée générale annuelle dans ce pays. Les autorités singapouriennes ont empêché ces 19 représentants de la société civile d'assister à cette manifestation en affirmant qu'ils représentaient un risque pour la sécurité.

Le président a indiqué à BBC World qu'il espérait que Singapour reviendrait sur sa position. Les plans de lutte contre la corruption et la réforme de la structure de vote de la banque figurent à l'ordre du jour de la réunion générale annuelle de la Banque mondiale qui doit se tenir la semaine prochaine. Le président a déclaré que Singapour avait pris une « mauvaise » décision en interdisant la venue de militants qui ont été invités à cette rencontre. « J'espère que les autorités singapouriennes changeront d'avis et permettront aux personnes que nous avons accréditées d'entrer sur son territoire, comme cela a été initialement convenu », a-t-il ajouté.

Il a ajouté qu'il était important pour l'organisation d'instaurer un « dialogue fort » avec ces groupes. « Nous ne sommes pas toujours d'accord avec ce qu'ils ont à dire, mais il est important d'avoir cette discussion. »

Ces commentaires ont été faits à la suite du refus de Singapour de lever l'interdiction des manifestations publiques. Après l'interdiction, les groupes de pression et les organisations non gouvernementales ont décidé qu'ils manifesteraient sur l'île de Batam, une île indonésienne située près de Singapour et accessible par bateau. La police indonésienne vient toutefois de prendre la décision d'interdire également aux ONG de protester sur cette île, en indiquant que les manifestations pourraient devenir violentes et amener les touristes à renoncer à leur venue.

**Source B**                   Adapté de *Global Politics* d'Andrew Heywood, Palgrave Macmillan, 2011.

Bien qu'elles n'aient pas l'influence économique des entreprises multinationales, les ONG promouvant et défendant les droits se sont révélées très douées pour utiliser la puissance « douce » et la pression populaire. À cet égard, elles ont un certain nombre d'avantages. Les principales ONG ont acquis une grande notoriété souvent liée à des protestations et manifestations publiques qui attirent l'attention avide des médias. Leurs objectifs généralement altruistes et humanitaires leur permettent de mobiliser l'opinion publique et d'exercer une pression morale de façon telle que les hommes politiques et les partis politiques conventionnels ont du mal à rivaliser. Sur un large éventail de questions, les opinions des ONG sont considérées comme faisant autorité et comme étant impartiales car elles font appel à des spécialistes et des universitaires.

**Source C** Tableau présentant des informations sur six ONG connues.

Nom de l'organisation	Domaine d'intérêt	Portée	Dépenses approximatives en 2011 (USD)
Greenpeace	Problèmes environnementaux	Plus de 2,5 millions de membres	163 721 000 USD
CARE International	Pauvreté	Projets dans 84 pays en 2011	706 325 000 USD
Amnesty International	Droits de l'homme	Plus de 3 millions de membres	61 882 458 USD
Médecins Sans Frontières	Aide médicale d'urgence	Projets dans plus de 60 pays en 2011	400 000 000 USD
Croix-Rouge/ Croissant-Rouge	Secours aux sinistrés	Environ 97 millions de volontaires, membres et employés dans le monde	821 892 318 USD
Habitat pour l'humanité	Logement/ Hébergement	Construction de plus de 500 000 maisons depuis 1976	224 700 000 USD

**Source D** Extrait de l'article « Le renforcement de la société civile » publié sur le site Web du Réseau Aga Khan de développement. Le Réseau Aga Khan de développement est une organisation non gouvernementale qui agit en faveur du développement et lutte contre la pauvreté dans plus de 30 pays du monde.

De nombreux gouvernements ont pris conscience qu'il ne suffit pas de tenir des élections démocratiques et de créer des partis politiques pour rendre un État équilibré. La société civile, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) locales, doivent jouer un rôle central en encourageant la bonne gouvernance et la responsabilité en matière de gestion. Mais pour être efficaces, les ONG doivent être elles-mêmes bien gérées et bien gouvernées. Elles doivent opérer en vertu d'un code de déontologie et de gouvernance qui insiste sur l'importance de la responsabilité afin que les ressources ne soient pas gaspillées. Leur impact sur les défis du développement doit être quantifiable et évalué en fonction d'indicateurs reconnus, tels que la mortalité infantile et maternelle, l'alphabétisation et la réduction de l'incidence des maladies. Augmenter la participation de la communauté est également un facteur essentiel de progrès.

1. D'après la source B, quels sont **trois** avantages des ONG par rapport aux autres acteurs de la politique mondiale ? [3]
  
2. En vous référant à la source C, suggérez les caractéristiques communes aux grandes ONG qui peuvent être déduites à partir des informations fournies dans le tableau. [4]
  
3. Opposez les opinions exprimées dans la source A et la source D concernant les relations entre les ONG et les États. [8]
  
4. En utilisant les sources et vos propres connaissances, évaluez l'assertion selon laquelle les ONG jouent un rôle insignifiant dans la politique mondiale. [10]

---

Références :

Source A : <http://www.news.bbc.co.uk/1/hi/business/5326692.stm> [Référence du 6 mai 2015]

Source D : <http://www.akdn.org/français/spotlights.asp?ContentId=914> [Référence du 9 janvier 2012]

# Barème de notation

## Spécimen d'épreuve

### Politique mondiale

#### Niveau supérieur et niveau moyen

#### Épreuve 1

*Dans ce barème de notation, les listes indiquent les points que les candidats peuvent inclure dans leur réponse. Ces listes ne sont pas exhaustives et les examinateurs doivent récompenser les autres points valables qui ne figurent pas dans ces listes.*

## **Unité d'enseignement fondatrice : pouvoir, souveraineté et relations internationales**

### **Organisations non gouvernementales (ONG)**

1. D'après la source B, quels sont **trois** avantages des ONG par rapport aux autres acteurs de la politique mondiale ? **[3]**

- très habiles pour utiliser la puissance « douce » et la pression populaire
- grande notoriété
- attention des médias
- objectifs altruistes et humanitaires
- mobilisent l'opinion publique et exercent une pression morale
- font autorité et sont impartiales
- font appel à des spécialistes et des universitaires.

*Attribuez **[1]** pour chaque point pertinent. Le maximum de points pouvant être attribué est **[3]**. D'autres points pertinents ne figurant pas dans la liste peuvent également être récompensés.*

2. En vous référant à la source C, suggérez les caractéristiques communes aux grandes ONG qui peuvent être déduites à partir des informations fournies dans le tableau. **[4]**

*La réponse peut comprendre les points suivants, sans s'y limiter :*

- les ONG se concentrent sur les plus grands défis en matière de développement auxquels l'humanité doit faire face, tels que la lutte contre la pauvreté et l'implémentation des droits de l'homme ;
- les ONG se concentrent sur des problèmes que les États et les organisations intergouvernementales n'ont pas encore pu régler de façon efficace, tels que les problèmes environnementaux ;
- en ce qui concerne les secours en cas de catastrophe, les ONG peuvent souvent agir plus efficacement que les autres acteurs qui sont souvent plus lents et plus bureaucratiques ;
- les ONG comptent sur le volontariat des citoyens et la participation de leurs membres. Par exemple, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a 97 millions de volontaires, de membres et d'employés dans le monde ;
- les ONG ont besoin de ressources financières et les travaux centrés sur l'action (par exemple, ceux de l'ONG Habitat pour l'humanité) demandent généralement plus de ressources que la promotion et la défense des droits (par exemple, les actions d'Amnesty International) ;
- le travail des grandes ONG a un caractère international. Par exemple, CARE International avait des projets dans 84 pays en 2011.

*Il n'est pas attendu des candidats qu'ils présentent quatre points distincts pour obtenir le maximum de points. Attribuez **[2]** pour chaque point valable. Le maximum de points pouvant être attribué est **[4]**. Chaque point valable doit être bien développé pour obtenir **[2]**. Par exemple, un candidat indiquant simplement que les ONG travaillent sur différents types de problèmes se verra attribuer **[1]**, alors qu'un candidat développant ce point dans un commentaire tel que « Les ONG s'efforcent de relever quelques-uns des plus grands défis en matière de développement auxquels fait face l'humanité, tels que l'éradication de la pauvreté et la protection des droits de l'homme » se verra attribuer **[2]**. Veuillez noter qu'il s'agit d'un exemple et qu'il existe d'autres façons valables de développer ce point.*

3. Opposez les opinions exprimées dans la source A et la source D concernant les relations entre les ONG et les États. **[8]**

*Mises en opposition potentielles :*

- la source A mentionne le fait que Singapour a interdit à des militants des ONG d'assister à la réunion générale annuelle de la Banque mondiale, alors que la source D met l'accent sur la nécessité d'une coopération entre les ONG et les gouvernements ;
- la source D mentionne que les ONG ont « un rôle central en encourageant la bonne gouvernance et la responsabilité en matière de gestion », alors que la source A indique que le gouvernement singapourien considère qu'elles ont une influence négative et un impact déstabilisateur ;
- la source D indique que les ONG « doivent opérer en vertu d'un code de déontologie et de gouvernance qui insiste sur l'importance de la responsabilité », alors que la source A présente un point de vue selon lequel le gouvernement singapourien estime qu'elles « représentent un risque pour la sécurité » et « pourraient devenir violentes » ;
- la source A indique que les gouvernements singapourien et indonésien considèrent qu'il est plus important d'éviter la violence et de protéger le tourisme que de respecter le droit de protestation des ONG, alors que la source D indique que « augmenter la participation de la communauté est également un facteur essentiel de progrès » et considère les ONG comme faisant partie intégrante de la société ;
- la source A décrit comment Singapour exerce le pouvoir de l'État sur les ONG, alors que la source D avance que les ONG sont un élément fondamental d'un « État équilibré » ;
- la source D provient d'une ONG, alors que la source A provient de la BBC (l'ONG défend un point de vue, la BBC relate les nouvelles).

*Si le candidat examine l'opinion d'une seule source, n'attribuez pas plus de [4]. Si les opinions exprimées dans les deux sources sont examinées séparément sans établir de liens entre elles, n'attribuez pas plus de [4]. Si la réponse se concentre essentiellement sur une source et mentionne l'autre source de manière minimale, n'attribuez pas plus de [5]. Attribuez [2] pour chaque mise en opposition réussie. Le maximum de points pouvant être attribué est [8]. Pour obtenir le maximum de [8], le candidat doit présenter une comparaison suivie et détaillée. Ne vous attendez toutefois pas à ce que le candidat mentionne tous les points ci-dessus et acceptez les autres points valables.*

4. En utilisant les sources et vos propres connaissances, évaluez l’assertion selon laquelle les ONG jouent un rôle insignifiant dans la politique mondiale. **[10]**

*La question 4 est évaluée à l’aide de points de notation ci-après et de ces remarques à propos de la notation. Les informations tirées des sources peuvent inclure les points suivants, sans s’y limiter.*

**Source A**

- le président de la Banque mondiale a reconnu l’importance des ONG et a souligné la nécessité d’un « dialogue fort » avec ces dernières ;
- Singapour a empêché la tenue de manifestations par les ONG et l’Indonésie les a interdites, ce qui pourrait être perçu comme une tentative de marginalisation des ONG ou comme l’exercice du pouvoir traditionnel de l’État sur les ONG ;
- la décision d’empêcher les manifestations pourrait indiquer que ces États se sentent menacés par les ONG ;
- les ONG attirent l’attention des médias ; il s’agit d’un article de BBC News.

**Source B**

- les ONG ont une « grande notoriété » ; elles sont aptes à utiliser la puissance « douce », et ont souvent des objectifs humanitaires qui sont populaires et attractifs ;
- les ONG sont souvent considérées « comme faisant autorité et comme étant impartiales » ;
- les ONG n’ont pas la puissance et l’influence économiques des entreprises multinationales.

**Source C**

- beaucoup d’ONG ont un très grand nombre de membres. Par exemple, Amnesty International compte 3 millions de membres et Greenpeace en a 2,5 millions ;
- un grand nombre d’ONG ont des budgets très importants. Par exemple, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a un budget annuel de 821 892 318 USD ;
- les ONG ont une portée mondiale.

**Source D**

- les ONG sont décrites comme des éléments particulièrement importants de la société civile ;
- les ONG peuvent servir de modèle de bonne gouvernance et de responsabilité en matière de gestion dans les pays en développement ;
- même si cette source (un article publié sur le site Web d’une ONG) promeut l’idée que les ONG jouent un « rôle central », elle n’indique pas si c’est réellement le cas ;
- on pourrait considérer que l’accent mis sur la nécessité pour les ONG d’opérer selon un code déontologique, et d’être « bien gérées » et plus efficaces implique que ce n’est pas le cas actuellement.

*Les connaissances personnelles peuvent inclure les points suivants, sans s’y limiter.*

Arguments soutenant l’assertion selon laquelle les ONG jouent un rôle insignifiant :

- d’autres acteurs ont bien plus de pouvoir. Par exemple, les États ont un plus grand pouvoir militaire et les entreprises multinationales ont un plus grand pouvoir économique ;
- il arrive que les ONG se trouvent à entreprendre des activités controversées ou même illégales pour capter l’attention des médias ;
- certaines ONG doivent travailler avec des États ou d’autres organisations et doivent donc compromettre leurs idéaux et leurs valeurs.

Arguments contre l’assertion selon laquelle les ONG jouent un rôle insignifiant :

- les ONG peuvent faire office de conscience morale et promouvoir le civisme ;
- les ONG sont importantes car elles peuvent responsabiliser des personnes qui seraient autrement déresponsabilisées ;
- les ONG peuvent créer des réseaux qui s’étendent par-delà les frontières nationales, et sont donc mieux placées pour attirer l’attention sur les problèmes transfrontaliers et les résoudre ;
- quelques grandes ONG ont un revenu plus élevé et plus de membres que certains petits États.

*Les points énumérés dans les listes indiquent les éléments que les candidats sont susceptibles de traiter dans leurs réponses. Ces points ne sont pas obligatoires. Les examinateurs ne doivent pas s'attendre à ce que les candidats mentionnent tous les points énumérés et doivent accepter les autres points/arguments valables. Les candidats doivent synthétiser et évaluer les preuves tirées des sources ainsi que celles tirées de leur étude du contenu prescrit et des concepts clés du cours. S'ils utilisent uniquement les sources ou uniquement leurs connaissances personnelles, n'attribuez pas plus de [6].*

**Points de notation pour la question 4**

Points	Descripteurs de niveaux
0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse n'atteint pas l'un des niveaux décrits ci-dessous.</li> </ul>
1 – 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse laisse apparaître une compréhension très limitée des exigences de la question.</li> <li>• Peu de connaissances pertinentes sont présentes.</li> <li>• La réponse est essentiellement descriptive et peut comporter des généralisations non étayées.</li> </ul>
3 – 4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse laisse apparaître une compréhension limitée des exigences de la question ou la question est partiellement traitée.</li> <li>• Quelques connaissances sont présentes, mais elles ne sont pas toujours pertinentes ou exactes, et leur emploi peut ne pas être approprié ou efficace.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question ne sont pas présentés.</li> </ul>
5 – 6	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse laisse apparaître une compréhension des exigences de la question.</li> <li>• Les connaissances sont généralement exactes et pertinentes, et une synthèse limitée des connaissances personnelles et du contenu des sources est apparente.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question sont implicitement présentés, mais ils ne sont pas exploités.</li> </ul>
7 – 8	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse se concentre sur la question et laisse apparaître une bonne compréhension de ses exigences.</li> <li>• Des connaissances exactes et pertinentes sont présentes ; une synthèse des connaissances personnelles et du contenu des sources est apparente, et des exemples appropriés sont fournis.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question sont explorés.</li> </ul>
9 – 10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse se concentre clairement sur la question et laisse apparaître une très bonne compréhension de ses exigences.</li> <li>• Des connaissances exactes et pertinentes sont présentes ; une bonne synthèse des connaissances personnelles et du contenu des sources est apparente, et des exemples appropriés sont intégrés dans la réponse.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question sont explorés et évalués.</li> </ul>

**Politique mondiale**  
**Niveau supérieur**  
**Épreuve 2**

Spécimen d'épreuve

2 heures 45 minutes

---

**Instructions aux candidats**

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à trois questions, chacune portant sur une unité d'enseignement différente. Chaque question vaut **[25 points]**.
- Le nombre maximum de points pour cette épreuve d'examen est **[75 points]**.

Répondez à **trois** questions, chacune portant sur une unité d'enseignement différente.

Chaque question vaut **[25 points]**.

### **Pouvoir, souveraineté et relations internationales**

1. Dans quelle mesure la souveraineté de l'État est-elle un concept démodé au XXI<sup>e</sup> siècle ?
2. « La politique mondiale est davantage caractérisée par la coopération que par le conflit. »  
Discutez.

### **Droits de l'homme**

3. « Une approche nationale ou régionale en matière d'application des droits de l'homme est plus efficace qu'une approche mondiale. » Discutez.
4. « La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) cherche à imposer une vision occidentale des droits de l'homme aux sociétés non occidentales. » Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette critique ?

### **Développement**

5. Évaluez l'assertion selon laquelle le développement est impossible à mesurer.
6. Discutez le point de vue selon lequel les principaux obstacles au développement dans le monde actuel sont de nature politique.

### **Paix et conflits**

7. Examinez l'opinion selon laquelle la paix peut être définie comme l'absence de violence physique.
  8. Évaluez l'assertion selon laquelle l'intervention humanitaire est une ingérence légitime à la souveraineté d'un État.
-

**Politique mondiale**  
**Niveau moyen**  
**Épreuve 2**

Spécimen d'épreuve

1 hour 45 minutes

---

**Instructions aux candidats**

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à deux questions, chacune portant sur une unité d'enseignement différente. Chaque question vaut **[25 points]**.
- Le nombre maximum de points pour cette épreuve d'examen est **[50 points]**.

Répondez à **deux** questions, chacune portant sur une unité d'enseignement différente.

Chaque question vaut **[25 points]**.

### **Pouvoir, souveraineté et relations internationales**

1. Dans quelle mesure la souveraineté de l'État est-elle un concept démodé au XXI<sup>e</sup> siècle ?
2. « La politique mondiale est davantage caractérisée par la coopération que par le conflit. »  
Discutez.

### **Droits de l'homme**

3. « Une approche nationale ou régionale en matière d'application des droits de l'homme est plus efficace qu'une approche mondiale. » Discutez.
4. « La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) cherche à imposer une vision occidentale des droits de l'homme aux sociétés non occidentales. » Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette critique ?

### **Développement**

5. Évaluez l'assertion selon laquelle le développement est impossible à mesurer.
6. Discutez le point de vue selon lequel les principaux obstacles au développement dans le monde actuel sont de nature politique.

### **Paix et conflits**

7. Examinez l'opinion selon laquelle la paix peut être définie comme l'absence de violence physique.
  8. Évaluez l'assertion selon laquelle l'intervention humanitaire est une ingérence légitime à la souveraineté d'un État.
-

# Barème de notation

## Spécimen d'épreuve

### Politique mondiale

#### Niveau supérieur et niveau moyen

#### Épreuve 2

Cette épreuve est notée à l'aide des bandes de notation générales présentées ci-dessous et du barème de notation spécifique à l'épreuve qui suit. Le barème de notation de cette épreuve est le même pour le NS et le NM.

**Points de notation pour l'épreuve 2**

Points	Descripteurs de niveaux
0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse n'atteint pas l'un des niveaux décrits ci-dessous.</li> </ul>
1–5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse laisse apparaître une compréhension limitée des exigences de la question.</li> <li>• La réponse est mal structurée ou, lorsque la structure d'une dissertation est reconnaissable, la réponse se concentre très peu sur la tâche.</li> <li>• Peu de connaissances pertinentes sont présentes et les exemples sont peu nombreux ou manquent de pertinence.</li> <li>• La réponse est essentiellement descriptive.</li> </ul>
6–10	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réponse montre une certaine compréhension des exigences de la question.</li> <li>• Un effort semble être fait pour structurer la réponse.</li> <li>• Quelques connaissances pertinentes sont présentes et quelques exemples sont cités, mais ils ne sont pas développés ou leur pertinence pour l'argumentation est peu claire.</li> <li>• La réponse met en évidence une compréhension limitée des concepts clés du cours.</li> <li>• Les points importants sont peu justifiés.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question ne sont pas pris en considération.</li> </ul>
11–15	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les exigences de la question sont comprises et généralement satisfaites, mais les implications ne sont pas prises en considération.</li> <li>• Un véritable effort est fait pour structurer la réponse.</li> <li>• La réponse est fondée en grande partie sur des connaissances pertinentes et exactes sur la politique mondiale, et des exemples pertinents sont fournis pour étayer les arguments.</li> <li>• La réponse met en évidence une certaine compréhension des concepts clés du cours.</li> <li>• De nombreux points importants sont justifiés et les arguments sont en grande partie cohérents.</li> <li>• Quelques contre-arguments ou points de vue divergents sur la question sont pris en considération.</li> </ul>
16–20	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les exigences de la question sont comprises et satisfaites, et la plupart des implications sont prises en considération.</li> <li>• La réponse est bien structurée.</li> <li>• La réponse met en évidence des connaissances exactes et pertinentes ainsi qu'une compréhension de la politique mondiale, et des exemples pertinents sont utilisés de manière à renforcer les arguments.</li> <li>• La réponse met en évidence une bonne compréhension des concepts clés du cours.</li> <li>• Tous, ou presque tous, les points importants sont justifiés et les arguments sont cohérents.</li> <li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question sont explorés.</li> </ul>

21–25	<ul style="list-style-type: none"><li>• La réponse est très bien structurée et très équilibrée ; elle satisfait aux exigences de la question et prend en considération ses implications.</li><li>• Des connaissances étendues et une compréhension approfondie de la politique mondiale sont utilisées de manière systématique et efficace, et les exemples sont intégrés dans la réponse.</li><li>• La réponse met en évidence une très bonne compréhension des concepts clés du cours.</li><li>• Tous les points importants sont justifiés. Les arguments sont clairs, cohérents et concluants.</li><li>• Les contre-arguments ou les points de vue divergents sur la question sont explorés et évalués.</li></ul>
-------	--

*Les points énumérés dans les listes à puces indiquent les éléments que les candidats sont susceptibles de traiter dans leurs réponses. Ces points ne sont pas obligatoires. Il est possible que les candidats adoptent une approche différente qui, si elle est appropriée, doit être récompensée. Les examinateurs ne doivent pas s'attendre à ce que les candidats mentionnent tous les points énumérés ci-après et doivent accepter les autres points valables.*

## **Pouvoir, souveraineté et relations internationales**

### **1. Dans quelle mesure la souveraineté de l'État est-elle un concept démodé au XXI<sup>e</sup> siècle ?**

Les réponses doivent laisser apparaître une compréhension du concept de souveraineté. Par exemple, elles peuvent mentionner le fait que la souveraineté caractérise un État indépendant qui exerce un contrôle sur son territoire et est capable de se gouverner. Elles peuvent aussi comprendre une explication de la distinction entre souveraineté interne et souveraineté externe.

*Les arguments soutenant que la souveraineté **est** un concept démodé peuvent mentionner les points suivants :*

- la perte graduelle de la souveraineté due à la mondialisation ;
- l'essor / l'influence accrue des organisations internationales et des autres acteurs non étatiques ;
- les pressions exercées sur la souveraineté d'un État par la communauté internationale, comme dans le cas de l'intervention humanitaire ou des violations des droits de l'homme ;

*Les arguments soutenant que la souveraineté n'est **pas** un concept démodé peuvent mentionner les points suivants :*

- le maintien de la capacité des États à légiférer conformément aux intérêts nationaux ;
- le renforcement de la sécurité nationale dans les États en raison de la menace grandissante du terrorisme ;
- la capacité des États (par exemple, la Corée du Nord et la Russie) à s'isoler à des degrés divers de la communauté internationale ;
- le lien entre d'une part la souveraineté et d'autre part la puissance économique et le pouvoir de l'État.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis. Les candidats pourraient mentionner, entre autres, les cas où les entreprises multinationales (EMN) ont ébranlé la souveraineté d'un État (en raison d'une évasion fiscale, par exemple) ou ceux où des coalitions militaires extérieures sont intervenues dans un conflit national (en Libye, par exemple). Ceux-ci pourraient être contrebalancés par des exemples de renforcement des contrôles aux frontières (par exemple, aux États-Unis) ou des exemples de nations considérées comme peu disposées à dialoguer avec les influences extérieures (par exemple, la Corée du Nord).

Les réponses doivent comprendre une évaluation de la mesure dans laquelle la souveraineté de l'État est un concept démodé au XXI<sup>e</sup> siècle.

2. « La politique mondiale est davantage caractérisée par la coopération que par le conflit. »  
Discutez.

Les réponses doivent laisser apparaître une compréhension du concept de coopération référence, par exemple, à la gouvernance mondiale, à la coopération à l'échelle régionale, à l'application (ou non) du droit international ou au point de vue libéral qui fait valoir que la coopération est une force motrice de la politique mondiale. Les réponses doivent aussi laisser apparaître une compréhension du concept de conflit. Elles peuvent mentionner, par exemple, la distinction entre conflit violent et non violent ou la vision réaliste selon laquelle les intérêts nationaux prévalent en politique mondiale, même s'ils conduisent au conflit.

*Les arguments soutenant que la politique mondiale est davantage caractérisée par la coopération peuvent mentionner les points suivants :*

- les Nations Unies (ONU) et les organisations intergouvernementales (OIG) ;
- la gouvernance mondiale ;
- le droit international et les traités ;
- la coopération économique ;
- la coopération informelle ;
- la réduction des conflits entre États ;
- les opérations communes dans le but d'apporter une aide humanitaire.

*Les arguments soutenant que la politique mondiale est davantage caractérisée par le conflit peuvent mentionner les points suivants.*

- les tensions, les controverses et les difficultés entourant les efforts de coopération ;
- l'opposition des États à l'intervention ;
- les conflits insolubles entre États et au sein des États ;
- la montée du terrorisme.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis. Des exemples précis de coopérations doivent être fournis, tels que la coopération dans le cadre de l'ONU ou de l'OTAN et la coopération bilatérale (par exemple, la Chine en Afrique). De même, des exemples précis de conflits doivent être fournis, tels que les événements au Moyen-Orient ou en Europe orientale, et le conflit généré par l'intégration européenne.

Les réponses doivent comprendre une évaluation indiquant si la politique mondiale actuelle est davantage caractérisée par la coopération ou par le conflit.

## Droits de l'homme

3. « Une approche nationale ou régionale en matière d'application des droits de l'homme est plus efficace qu'une approche mondiale. » Discutez.

Les réponses doivent montrer une compréhension du concept des droits de l'homme en mentionnant, par exemple, l'idée largement répandue que les droits de l'homme sont des droits universels, inaliénables, égaux et indivisibles auxquels peuvent prétendre tous les êtres humains. Les réponses doivent aussi montrer que les candidats comprennent la différence entre les aspects nationaux, régionaux et mondiaux des droits : les aspects mondiaux s'entendent comme des références aux événements et aux tendances qui ont un impact profond et à long terme dans le monde et qui transcendent les identités et intérêts nationaux ; les aspects régionaux font référence aux événements et aux tendances qui se limitent à une zone géographique particulière telle que l'Afrique subsaharienne ou l'Asie orientale ; et les aspects nationaux se manifestent au sein d'un pays donné.

*Les arguments appuyant la plus grande efficacité de l'approche nationale ou régionale peuvent mentionner les points suivants :*

- la capacité des unités plus petites à agir plus rapidement ;
- le fait que les opérations à plus petite échelle peuvent être moins bureaucratiques ;
- la meilleure connaissance qu'ont les acteurs locaux de la situation ;
- le sentiment d'une identité régionale commune qui facilite la coopération ;
- le désir d'éviter l'imposition de l'universalisme.

*Les arguments appuyant la plus grande efficacité de l'approche mondiale peuvent mentionner les points suivants :*

- le plus grand pouvoir, poids, grand prestige et la plus grande influence de cette approche ;
- la capacité des grandes coalitions à avoir accès à des ressources ou des moyens plus importants ;
- l'approche mondiale peut permettre d'éviter le relativisme culturel ou fournir un point de vue objectif.

Les réponses doivent comporter des exemples précis. Il peut s'agir d'exemples d'activités ou d'acteurs mondiaux, tels que le Conseil des droits de l'homme ou les tribunaux de La Haye, ou de références spécifiques à des exemples régionaux comme la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Les réponses doivent comprendre une évaluation indiquant si une approche nationale ou régionale en matière d'application des droits de l'homme est plus efficace qu'une approche mondiale.

4. « La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) cherche à imposer une vision occidentale des droits de l'homme aux sociétés non occidentales. » Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette critique ?

Les réponses doivent montrer une compréhension du concept des droits de l'homme en mentionnant, par exemple, l'idée largement répandue que les droits de l'homme sont des droits universels, inaliénables, égaux et indivisibles auxquels peuvent prétendre tous les êtres humains. Elles doivent également laisser apparaître une compréhension du fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), adoptée par les Nations Unies en 1948, marque le début du débat officiel sur les droits de l'homme dans le monde.

*Les arguments soutenant que la DUDH présente et impose **réellement** une vision occidentale peuvent mentionner les points suivants :*

- le climat géopolitique dans lequel elle a été rédigée (le contexte de l'après-guerre [1948], un sens accru du sacrifice humain, l'influence des valeurs judéo-chrétiennes, une compréhension ou appréciation limitée des systèmes de valeurs non occidentaux, etc.) ;
- les personnes qui l'invoquent dans l'espace public mondial et les contextes dans lesquels ils la mentionnent (ce sont principalement des dirigeants occidentaux qui s'y réfèrent pour justifier les perspectives ou actions des Occidentaux) ;
- le rôle des ONG s'occupant des droits de l'homme et leurs fondements essentiellement occidentaux ;
- la notion centrée sur l'individu de la DUDH par opposition à des notions plus collectives ;
- les différences entre la DUDH et les conceptions non occidentales des droits de l'homme.

*Les arguments soutenant que la DUDH ne présente et n'impose **pas** une vision occidentale peuvent mentionner les points suivants :*

- l'idée que les droits sont universels et que le contexte n'est donc pas pertinent ;
- l'élaboration et l'évolution d'une législation mondiale plus récente en matière de droits de l'homme, qui tient mieux compte de la diversité culturelle ;
- l'influence de personnalités non occidentales dans l'application des droits de l'homme présentés dans la DUDH dans des contextes non occidentaux ;
- les similitudes entre les conceptions présentées dans la DUDH et les conceptions non occidentales des droits de l'homme.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis. Il peut s'agir, par exemple, de l'influence des défenseurs occidentaux et non occidentaux des droits de l'homme (tels que Eleanor Roosevelt, Martin Luther King, Mikhaïl Gorbatchev, Nelson Mandela, Aung San Suu Kyi, Malala Yousafzai) et d'autres déclarations similaires ou différentes sur les droits de l'homme (telles que la Déclaration de Bangkok [1993], la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam [1990] et le Protocole de Maputo [2005]).

Les réponses doivent comprendre une évaluation indiquant si la DUDH présente ou non une vision occidentale des droits de l'homme et si elle cherche ou non à imposer ces valeurs aux sociétés non occidentales.

## Développement

### 5. Évaluez l'assertion selon laquelle le développement est impossible à mesurer.

Les réponses doivent montrer une compréhension du concept de développement en mentionnant, par exemple, le fait que le développement n'est pas synonyme de croissance économique, mais qu'il reflète les niveaux de vie et le bien-être d'une population entière au fil du temps et qu'il englobe des idées telles que l'accès aux biens et services de base (y compris l'éducation et les soins de santé) aussi bien que les préoccupations environnementales.

*Les arguments appuyant l'assertion selon laquelle le développement est impossible à mesurer peuvent mentionner les points suivants :*

- la nature non quantifiable d'un concept aussi complexe que le développement : les personnes apprécient différents modes de vie et les choses jugées importantes diffèrent selon les cultures ;
- la difficulté de savoir s'il faut se concentrer sur des mesures absolues ou relatives ;
- la difficulté de savoir si le développement doit se concentrer sur les générations actuelles ou futures ;
- la difficulté à recueillir des données fiables : certains pays ne disposent pas d'une administration suffisamment fiable à tous les niveaux pour recueillir des données ;
- la manipulation des données à des fins politiques ;
- les données contradictoires, les décalages et la difficulté à tirer des conclusions à partir d'une grande variété de motivations humaines.

*Les arguments soutenant que le développement n'est pas impossible à mesurer peuvent mentionner les points suivants :*

- un consensus sur les ingrédients fondamentaux d'une société qui permet aux individus de parvenir au bien-être, tel qu'illustré par les similitudes entre les traditions philosophiques dans différentes cultures, par les éléments universels intégrés dans les lois et traités internationaux sur les droits de l'homme, et par l'émergence de mesures mondiales ;
- une meilleure connaissance des demandes légitimes de développement, rendue possible par la mondialisation de la communication ;
- un plus grand accent mis sur les groupes qui étaient précédemment « cachés », tels que les enfants, les femmes ou les travailleurs asservis ;
- les améliorations en matière de recueil des données et d'accès aux données, et une meilleure capacité à communiquer et à analyser les données.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis. Par exemple, les candidats peuvent examiner les avantages et les inconvénients de certaines mesures, telles que l'indice de développement humain, l'indice de la planète heureuse ou les indices de corruption. De même, ils peuvent examiner des situations particulières dans lesquelles le développement est clairement contesté (par exemple, le travail forcé des Népalais au Qatar ou les conditions de travail dans les usines textiles comme celle qui s'est effondrée à Savar, au Bangladesh) et des cas où il existe des arguments contradictoires pour et contre le développement (par exemple, l'augmentation de la circulation et de l'activité industrielle qui entraîne une dégradation de la qualité de l'air dans les grandes villes chinoises).

Les réponses doivent comprendre une évaluation de l'assertion selon laquelle le développement est impossible à mesurer.

6. Discutez le point de vue selon laquelle les principaux obstacles au développement dans le monde actuel sont de nature politique.

Les réponses doivent montrer une compréhension du concept de développement en mentionnant, par exemple, le fait que le développement n'est pas synonyme de croissance économique, mais qu'il reflète les niveaux de vie et le bien-être d'une population entière, y compris l'accès aux biens et services de base comme l'éducation et les soins de santé, ainsi que les préoccupations environnementales. Elles doivent aussi montrer une compréhension de ce que l'on entend par « obstacles politiques » au développement, c'est-à-dire les obstacles liés à la distribution et au fonctionnement du pouvoir. Les candidats peuvent examiner si le développement est compris de manière relativiste ou universelle, c'est-à-dire s'il est compris de la même manière ou non dans différentes parties du monde et par des communautés ou individus différents.

*Les arguments appuyant l'opinion selon laquelle les principaux obstacles au développement sont de nature politique peuvent mentionner les points suivants :*

- Les pays et les régions ayant de bons résultats d'après des mesures du développement ont tendance à avoir un régime politique stable, responsable et transparent, alors que ceux ayant des résultats médiocres ont tendance à avoir souffert d'un conflit, d'une absence de responsabilité et d'un manque de transparence au fil du temps ;
- Un grand nombre de conditions qui influencent grandement le développement et le bien-être sont déterminées par des processus politiques, tels que les lois sur le travail, les décisions en matière de fiscalité et la réglementation environnementale ;
- La souveraineté de l'État et la mainmise des élites dirigeantes sur le pouvoir engendrent des situations dans lesquelles le développement peut être sérieusement compromis, telles que des guerres et des famines ou des situations où les gens sont lésés par des forces échappant à leur contrôle (par exemple, l'exposition aux effets négatifs de la production mondiale) : il y a des limites à la façon dont les individus ou les communautés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays peuvent influencer sur la situation ;
- Si le terme « politique » est défini de façon très large pour englober toute action permettant d'exercer le pouvoir, alors les obstacles qui semblent au premier abord découler, par exemple, des considérations économiques ou environnementales peuvent être davantage liés à des facteurs politiques lorsqu'on y regarde de plus près.

*Les arguments réfutant l'opinion selon laquelle les principaux obstacles au développement sont de nature politique peuvent mentionner les points suivants :*

- Dans une économie mondialisée, les acteurs économiques puissants, tels que les sociétés multinationales et les acteurs financiers, ont une grande influence sur les processus politiques et, par conséquent, sur les résultats en matière de développement ;
- Le développement est un processus complexe dans lequel les interactions entre une myriade de facteurs, tels que les ressources, le climat et l'histoire, influencent au fil du temps les voies de développement ;
- Un facteur perçu comme un obstacle au développement dans un endroit peut être une caractéristique souhaitable de la société dans un autre : la manière dont un pays ou une région se développe ou souhaite se développer est largement déterminée par les facteurs sociaux, tels que les valeurs et les traditions, comme en témoignent les différentes voies de développement empruntées dans différentes parties du monde.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis. Par exemple, les candidats peuvent examiner la façon dont les obstacles politiques au développement au Venezuela diffèrent de ceux rencontrés en Allemagne ou en Chine, et si les obstacles non politiques influencent également les résultats en matière de développement dans chacune de ces sociétés.

Les réponses doivent comprendre une évaluation indiquant si les principaux obstacles au développement dans le monde actuel sont de nature politique.

## Paix et conflits

### 7. Examinez l'opinion selon laquelle la paix peut être définie comme l'absence de violence physique.

Les réponses doivent montrer une compréhension du concept de paix. Elles peuvent mentionner, par exemple, la distinction entre la paix négative et la paix positive ou entre les conceptions de la paix dans différentes religions et traditions politiques. Les réponses doivent aussi laisser apparaître une compréhension du concept de violence. Elles peuvent mentionner, par exemple, la distinction entre la violence physique et la violence structurelle. Il s'agit d'une question très conceptuelle et il est probable que les candidats passent la majeure partie de leur temps à examiner diverses perspectives sur ces concepts.

*Les arguments appuyant l'opinion selon laquelle la paix **peut** être définie comme l'absence de violence physique peuvent mentionner les points suivants :*

- les conceptions traditionnelles de la paix présentent celle-ci comme étant le contraire de la guerre, une situation dans laquelle la violence physique est utilisée pour atteindre les objectifs de la guerre ;
- la cessation de toute violence physique est souvent le premier objectif de la restauration de la paix dans une situation de conflit et l'absence de violence physique peut donc être perçue comme la première étape (nécessaire) dans l'instauration de la paix ;
- du point de vue des personnes ayant vécu le conflit, l'absence de violence physique et de menace de violence physique peut être perçue comme un accomplissement majeur et procurer une sensation de paix.

*Les arguments soutenant que la paix **ne peut pas** être définie comme l'absence de violence physique peuvent mentionner les points suivants :*

- la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit : dans une situation de conflit où la paix est considérée établie lorsque la violence physique a cessé, le conflit peut malgré tout dégénérer de nouveau car ses causes profondes n'ont pas disparu. Ainsi, l'absence de violence physique est une condition nécessaire à l'établissement de la paix, mais elle n'est pas suffisante ;
- la nécessité de mettre en place des processus et de consacrer du temps à la réconciliation et au pardon, qui sont des éléments essentiels à la création d'une paix durable après un conflit ;
- le fait que la paix positive est bien plus que la simple absence de violence car elle peut être perçue de façon restrictive. Elle nécessite aussi un travail d'amélioration des structures de la société qui désavantagent les gens ou même écourtent leur vie, et qui les empêchent de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis, tels que l'évolution des sociétés dans des pays comme l'ex-Yougoslavie, la Sierra Leone ou le Liberia après le conflit, ou des sociétés qui sont aux prises avec des problèmes de violence structurelle comme la société sud-africaine en raison des relations interraciales ou celles des pays européens en raison de l'intégration des immigrants.

Les réponses doivent comprendre une évaluation de la mesure dans laquelle la paix peut être assimilée à l'absence de violence.

8. Évaluez l'assertion selon laquelle l'intervention humanitaire est une ingérence légitime à la souveraineté d'un État.

Les réponses doivent montrer une compréhension des aspects de l'intervention humanitaire en mentionnant, par exemple, l'envoi de troupes pour protéger les personnes confrontées à des situations extrêmement dangereuses ou au non-respect des droits de l'homme. Elles doivent aussi montrer une compréhension du concept de souveraineté. Par exemple, elles peuvent mentionner le fait que la souveraineté caractérise un État indépendant qui exerce un contrôle sur son territoire et est capable de se gouverner. Il est probable que les candidats considèrent l'intervention humanitaire comme un concept libéral et mentionnent les critiques émises par les réalistes.

*Les arguments soutenant que l'intervention humanitaire **est** une atteinte légitime peuvent mentionner les points suivants :*

- la doctrine du devoir de protection (RtP) ;
- le désir de sauver des vies ;
- la nécessité de lutter contre les violations des droits de l'homme ;
- les limites des objectifs de l'intervention humanitaire ;
- le fait qu'il s'agit rarement d'une action unilatérale, et qu'elle est légitimée par un organisme de sécurité collective.

*Les arguments soutenant que l'intervention humanitaire n'est **pas** une atteinte légitime peuvent mentionner les points suivants :*

- elle affaiblit l'institution qu'est la souveraineté ;
- elle peut être utilisée comme une excuse ou une mascarade par les États intervenants afin de poursuivre leurs intérêts nationaux ;
- ses résultats peuvent être incertains et elle peut engendrer une plus grande instabilité ou même des pertes humaines ;
- le sentiment de supériorité morale des nations intervenantes.

Les réponses doivent mentionner des exemples précis, tels que l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999, l'intervention militaire en Libye en 2011 ou la non-intervention au Darfour et en Syrie, par exemple, ainsi que les effets de l'action ou de l'absence d'action.

Les réponses doivent comprendre une évaluation indiquant si l'intervention humanitaire est une atteinte légitime à la souveraineté et une intrusion justifiable dans les affaires d'un État.

---